

Pour des Amicales de rappelés et maintenus

Les tractations pour former un gouvernement sont pour la droite et la réaction l'occasion de réaffirmer leur volonté de poursuivre la sale guerre en Algérie et même de l'intensifier.

Les ultras d'Alger se font entendre et réclament avec l'absolution de Lacoste un effort plus grand dans la guerre. Le chiffre de 100.000 hommes supplémentaires est lancé par de Menthon au Congrès M.R.P. Les menaces contre ceux qui veulent arrêter la guerre pleuvent.

Cette entreprise de la pire réaction d'imposer sa loi est permise parce qu'elle ne voit rien qui s'oppose. La classe ouvrière française est muette, et c'est pour cela que les pires mercenaires d'un impérialisme aux abois donnent de la voix, menacent, et en Algérie, torturent, tuent et veulent faire taire un peuple entier.

Si la réaction redresse le nez en un moment où le sentiment majeur en France est qu'il faut arrêter cette sale guerre.

La réaction redresse le nez en un moment où rections ouvrières qui font peser une lourde hypothèque sur toute la classe ouvrière qui n'apporte aucun soutien efficace à la lutte émancipatrice du peuple algérien.

D'une part, une direction « socialiste » vau-trée dans la guerre avec à sa tête Lacoste, d'autre part la direction « stalinienne » spectatrice et sans ressort devant le drame du peuple algérien.

Et pourtant, des milliers de jeunes savent ce qu'est cette sale guerre, pour y avoir participé contre leur gré.

D'autres jeunes partent, et devant la menace d'une intensification de la guerre, il faut grouper tous les appelés, tous les rappelés. Ils ne veulent plus que cette guerre continue, ils ne veulent pas, avec toute la classe ouvrière qu'un nouveau gouvernement, plus réactionnaire, ne décide d'envoyer encore plus de jeunes en Algérie.

Il faut arrêter l'envoi des renforts, l'envoi des appelés en Afrique du Nord, et obtenir le retrait immédiat des troupes françaises en Algérie.

Il ne suffit pas comme le fait la direction du PCF de réclamer le retour au programme du 2 janvier, mais organiser la riposte et entamer la lutte.

Devant le regroupement des éléments de la pire réaction, la classe ouvrière doit opposer le

rassemblement massif des forces jeunes qui ont été ou vont aller en Algérie se battre pour une cause qui n'est pas la leur.

Le PCF doit reprendre la tradition de la lutte antimilitariste et appeler à la formation d'Amicales de rappelés et de maintenus.

A un moment où la bourgeoisie est plus que jamais divisée, aux abois, affaiblie, la non-intervention de la direction du PCF est ressentie comme un abandon de la lutte contre la guerre colonialiste.

La relation des massacres, des tortures, accomplis par les ultras d'Algérie ne suffit pas, pas plus que les déclarations d'attachement au programme du 2 janvier 1956.

Ne pas organiser la lutte contre la guerre d'Algérie, ne pas rassembler les forces potentielles qui existent dans la jeunesse pour mener le combat sera ressenti tôt ou tard par les meilleurs militants, comme un abandon, comme une trahison de la part d'une direction ouvrière.

Une grande campagne doit s'effectuer pour arrêter la guerre en Algérie. Les Amicales, les Comités de rappelés, de maintenus doivent être organisés partout.

Leur objectif: empêcher que continue l'envoi de soldats en Algérie, lutter pour que cesse cette guerre, pour le retrait des troupes. Plus un sou, plus un homme pour la guerre colonialiste.

GIRAUD.

En deux semaines...

COMMISSIONS ET COMMISSIONNAIRES

Enfin des Commissions d'enquête vont pouvoir se rendre en Algérie, où l'on ne torture pas, certes, mais où des « révolutionnaires » à la Le Pen ou Demarquet viennent d'admettre publiquement la nécessité pour eux d'utiliser des méthodes de répression adaptées à la forme de guerre révolutionnaire (ce n'est pas nous qui le disons mais eux) que mène le peuple algérien contre le colonialisme français.

Toutefois quand on se souvient des mésaventures de la Commission d'enquête radicale qui ne put même pas quitter Paris, il est assez drôle de voir Guy Mollet et Lacoste donner leur agrément à une visite en Algérie de la Commission Internationale contre le régime concentrationnaire (sic), Commission dirigée par David Rousset, qui est devenu un des grands commis-voyageurs le plus borné de l'anti-communisme. Ainsi de reniements en trahisons, Rousset est maintenant parvenu à être considéré comme moins dangereux pour la bourgeoisie qu'un député radical-socialiste! Il peut au moins se consoler en pensant qu'il lui est désormais difficile de descendre beaucoup plus bas.

Quant à la très gouvernementale Commission pour la défense des Droits et des Libertés, de la personne humaine en Algérie (resic) ce n'est pas par hasard si, créée depuis plus de trois mois pour servir de couverture à la répression, ses premières investigations vont porter sur la tuerie de Medouza, sur laquelle la lumière reste d'ailleurs à faire...

Et puisqu'on en est aux histoires de commis-voyageurs, plaignons vivement ce pauvre président Coty, obligé par la crise ministérielle à renoncer à son voyage à New-York.

C'est qu'il y a pris goût aux voyages, surtout depuis qu'il a été reçu à Rome par Monsieur Pidouze et autres chevaliers de Malte (et d'industrie) avec un cérémonial à faire pâlir les ombres de ses prédécesseurs Loubet et Louis XIV réunis.

A cette occasion, la presse bien française est devenue une vraie annexe de la... Bonne Presse. Et au Gouvernement, socialistes anticléricaux ou radicaux francs-maçons, ont eu l'air de trouver toutes ces génuflexions parfaitement naturelles... On n'a pas été pour rien pendant des siècles la fille aînée de l'Eglise, n'est-ce pas?

Le congrès du PS se prépare

A un mois du Congrès de Toulouse du Parti socialiste, une motion a été présentée par un rassemblement minoritaire qui se prononce nettement, une fois n'est pas coutume, contre la politique qui a été suivie en Algérie par le gouvernement Mollet-Lacoste.

Ce rassemblement minoritaire comprend lui-même divers courants ou individus à objectifs probablement fort différents. Cela, du point de vue de la lutte au sein du PS par des socialistes fort éloignés de positions révolutionnaires, est au fond compréhensible. Les signataires agissent, se situent dans le cadre du Parti socialiste et ils essayent de modifier la politique de leur parti sur la question d'Algérie.

Le grand progrès, c'est qu'ils reconnaissent ce qu'ils appellent « la vocation nationale de l'Algérie ». Si par « personnalité algérienne » Mollet ne songeait qu'à reprendre le slogan: « L'Algérie c'est la France », l'expression minoritaire par contre est un euphémisme pour dire que l'Algérie est une nation qui a donc droit à son indépendance.

Le rassemblement minoritaire se présente dans une période de crise ministérielle, mais il est le produit au sein du PS de la politique du gouvernement Guy Mollet.

La motion ainsi présentée arrive dans une situation nouvelle par rapport à celle où elle a été élaborée. Par bien des signatures qu'elle a recueillies, il est clair que la politique Guy Mollet commençait se heurter à une opposition grandissante dans le PS lui-même.

Il est encore beaucoup trop tôt pour se rendre compte des développements qui vont désormais se produire dans le PS. L'opposition sourde à la politique de Guy Mollet — qui probablement dépasse assez largement les cadres de la minorité qui s'est affichée ouvertement — pèsera certainement sur l'attitude du PS dans la résolution de la crise gouvernementale. On ne peut omettre le courant qui se manifeste avec Defferre qui cherche à se dégager de la politique de répression Lacoste pour une politique tout aussi réactionnaire. La résolution Defferre se prononce explicitement contre des élections libres, car elles pourraient entraîner l'indépendance de l'Algérie. Ce texte éclaire d'ailleurs la politique Defferre en Afrique noire.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.

— 1 an: 24 numéros 600 fr.

— Sous pli fermé, respectivement: 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

Le prochain Numéro paraîtra le 29 Juin.

Vers le 15 paraîtra le n° de juin de

QUATRIEME INTERNATIONALE

Au sommaire se trouvent:

des articles sur la campagne de « rectification » du PC chinois, la « théorie de la paupérisation », l'automation, etc., et un important document sur « Les perspectives économiques et politiques internationales » en vue du V^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale, ainsi que les rubriques habituelles (livres, etc...).

REGION BRETONNE

Pour toute demande de documentation ou discussion, adresser la correspondance à l'adresse suivante:

Fred ROSPARS

Plougasnou (Finistère)